

Le Combat Social

FO 49

Bulletin d'informations de l'Union Départementale cgt-FO de Maine-et-Loire

N°4-2026 Mai | 1 €





L'éditorial de Magali Lardeux

LE COMBAT SOCIAL FO 49

(Prix : 1 €)

Imprimé à l'UD
CGT-Force Ouvrière
de Maine-et-Loire
14, place Louis Imbach
49100 ANGERS
02 41 25 49 60
udfo49@force-ouvriere.fr

www.fo49.fr

Inscrit à la CPPAP
n° 1230 S07 442

Directrice de
publication :
Magali LARDEUX

Sommaire

- 2/3 Édito de Magali Lardeux/
Rassemblement pour
le blocage des prix du
carburant
- 4/10 Congrès Confédéral
- 11 Retransmission du meeting
contre la guerre de Londres
- 12 Soutien au travailleurs du
liban
- 13 1^{er} mai 2026
- 14 Mobilisation des dentistes
du groupe VYV
- 15 Grève à la clinique St
Joseph

La situation économique est catastrophique. Les salariés s'appauvrissent à une vitesse fulgurante. Les guerres impérialistes, notamment celles de l'administration TRUMP au Moyen-Orient, ont des conséquences désastreuses : **flambée du prix du carburant, destruction massive d'emplois, hausse du chômage...**

L'inflation à plus de 2% en France oblige, comme le veut la réglementation à l'augmentation automatique du SMIC : une aubaine pour les patrons exonérés de cotisations ... et un vol qualifié de notre sécurité sociale !

Alors que Total a engrangé des bénéfiques records (+51%), que la flambée du cours de l'action a enrichi de 55.4 milliards d'euros ses actionnaires, alors que les firmes de l'armement sont « à la fête », portées par les budgets militaires qui explosent, les salariés subissent de plein fouet.

FO demande le blocage du prix du carburant à 1,5 euros, le plafonnement du tarif de l'énergie, le dégel du point d'indice (Plus de 700 000 agents de la Fonction Publique sont rattrapés

par le minimum légal !) et l'ouverture de négociations pour **l'augmentation des salaires.**

Que prévoit Macron ? Des mesures dites « ciblées » dont les salariés ne verront pas la couleur... Aucune mesure de protection des travailleurs. Au contraire !

La remise en cause de l'accès à la santé se poursuit : un décret du 17 avril modifie les règles de prises en charge des maladies graves. Dès octobre prochain, les médicaments jugés peu efficaces ne seront plus remboursés intégralement. Près de 14 millions d'assurés sont concernés. E. Macron veut demander une « mission sur le financement de la Sécurité sociale », mettre en place l'« Allocation Sociale Unifiée » pour réduire encore les droits. Le Medef propose d'instaurer une « règle d'or » dans la constitution avec un déficit maximal pour cadrer les discussions parlementaires.

Jusqu'à quand pensent-ils que cela puisse durer ? **Le bilan social 2025 dans notre département** est déjà intolérable : augmentation du nombre de demandes de **ruptures conventionnelles**

(5558 en 2025 contre 3351 en 2024), 8260 interpellations de la DEETS (qui avec seulement 4 agents a dû répondre à 1181 appels téléphoniques), **3221 licenciements** sur 391 entreprises dans la région, 34 PSE dont Michelin, 98 procédures collectives dont 93 liquidations judiciaires, **17055 accidents du travail** (sans le régime MSA !) dont **2922 avec arrêts de travail, 38 accidents « graves » dont 13 morts**. Les jeunes travailleurs sans formation sont en première ligne. Le bilan de la destruction, c'est aussi des morts évitables aux urgences du CHU d'Angers, les 46 fermetures de classes, les suicides aux finances ...

Pas de moyen pour les travailleurs, leurs emplois, leurs salaires, leurs conditions de travail, leurs conquêtes sociales, mais des milliards pour la guerre ?!

Une circulaire du 20 avril du Ministre de l'Action et des Comptes publics indique clairement :

« La préparation de la loi de finances 2027 s'inscrit dans un contexte particulier. **L'effort engagé dans la défense depuis plusieurs années doit être poursuivi et amplifié.**

Cela impose des choix : les budgets ministériels hors mission défense devront globalement diminuer.»

Depuis, le projet rectificatif de Loi de Programmation Militaire prévoyant une rallonge de **36 milliards d'euros pour les armées d'ici à 2030** a été adoptée par 440 voix pour, 122 contre !

Il met en place **un régime d'exception, « l'état d'alerte de sécurité nationale », avec dérogations au Statut de fonctionnaire et au Code du travail**, remise en cause des libertés et mise en place d'une « journée de mobilisation » pour la jeunesse.

Lors du Congrès confédéral, les milliers de délégués présents ont adopté à la quasi-unanimité la résolution suivante : **« Le Congrès refuse l'augmentation sans fin des dépenses militaires au détriment des services publics, incompatible avec la satisfaction des revendications (...) Le Congrès appelle ses syndicats à prendre les initiatives nécessaires pour empêcher la guerre».**

C'est dans ce contexte que s'est déroulé le 1er mai 2026 : 300 000 manifestants en France, près de 2500 dans le département

pour **la journée internationale des droits des travailleurs**. Les Camarades Force ouvrière ont répondu présents. Nous manifestions **sur nos mots d'ordre** notamment **contre la guerre, pour nos services publics et notre Sécurité sociale de 45, pour le blocage urgent du prix du carburant, l'augmentation générale des salaires et des pensions, et l'abrogation de la réforme de retraites !**

La prise de parole du l'UD a clarifié notre positionnement par rapport à la CFDT qui se dit «pour la paix» ... mais aussi pour l'augmentation des budgets militaires et qui négocie une retraite par points au sein de la conférence emploi retraites avec le gouvernement.

Pour **FO**, c'est non à l'union sacrée ! Nous n'acceptons pas les «effort de guerre» et ses conséquences pour les salariés ! Les salariés ont raison de revendiquer et ils nous trouvent à leurs côtés.

Les soignants des urgences adultes du CHU d'Angers entrés en grève le 19 janvier pour défendre les conditions d'accueil des patients et leurs conditions de travail ont eu le soutien de l'interprofessionnel. La grève

et la détermination ont permis des avancées concrètes. Les professeurs des écoles manifestent contre les 46 fermetures de classes. Ils ont notre soutien. Tout comme les salariés de **la clinique St Joseph** qui ont obtenu après **3 jours de grève consécutifs** **une augmentation du salaire de base pour tous** et un complément pour les soignants (**soit 55 à 80 euros bruts**), **une prime d'ancienneté revalorisée tous les 5 ans** et une **«prime carburant»** (25 euros nets mensuels soit 300 euros nets/an).

Cette victoire va permettre en outre, de renforcer **FO**. Nous le savons : «Plus nous sommes nombreux, plus nous sommes forts !» Elle doit également inspirer l'ensemble des syndicats et sections syndicales pour obtenir satisfaction : **les salariés de St Jo nous montrent la voie à suivre !** Les salariés de la Clinique de l'Anjou s'en saisissent déjà.

Camarades, plus que jamais, les salariés ont besoin de notre syndicalisme libre et indépendant, ils ont besoin de FO ! L'heure est à les réunir et à organiser le rapport de force pour l'augmentation générale des salaires !

Pour le blocage des prix du carburant !

Le 16 avril 2026, à l'appel de l'intersyndicale CGT, FSU et **FO**, plus de 100 personnes se sont rassemblées devant la préfecture.

La préfecture a reçu une délégation. Durant l'entretien, l'intersyndicale a porté les revendications concernant le pouvoir d'achat des travailleurs du département: Blocage du prix du carburant, augmentation des salaires et des pensions, dégel du point d'indice,

...

Le préfet a défendu les positions du gouvernement à savoir des

aides «ciblées» destinées aux grands rouleurs et aux travailleurs modestes sans en dire plus et sans rien mettre en place à cette étape. Il a aussi défendu la position du gouvernement

d'augmenter sans cesse les budgets de l'armée au détriment des services publics. Pour rappel, 4000 postes sont supprimés dans l'enseignement, les coupes budgétaires s'enchaînent à l'hôpital ...



CONGRÈS CONFÉDÉRAL

Congrès Confédéral



4 9 Camarades du Maine-et-Loire, délégués au 26ème Congrès confédéral de Force ouvrière, se sont rendus à Dijon du 20 au 24 avril.

Rassemblant près de 4 000 délégués venus de toute la France, le Congrès de notre Confédération a été marqué par 243 prises de parole, chacun exprimant accords ou désaccords avec le rapport d'activité, revendications à défendre, mobilisations dans son secteur...

Pour le département, six camarades sont intervenus vous trouverez ci-dessous des extraits de leurs interventions.

Benjamin DELRUE pour FO CHU Angers:



«Chers camarades,
Ils détruisent l'hôpital. Nous le disons depuis des années, mais la situation s'empire. C'est la conséquence directe des politiques de

santé menées visant à réduire le nombre de lits, à réduire le nombre de médecins, de soignants formés. Mes camarades, ce n'est pas la grippe la responsable de cette situation, ce sont les politiques austéritaires de santé. Ce sont les milliards d'euros de coupes budgétaires, c'est la circulaire Bayrou, les plans de performance, l'efficacité, les dizaines de milliers de lits fermés. La dernière loi de financement de la sécu du gouvernement Macron / Lecornu amplifie cette logique. Ils annoncent aujourd'hui geler encore 2 milliards dans la santé. Il faut que cela cesse. Derrière ces chiffres, c'est la population qui subit la baisse de l'offre de soins, ce sont les hospitaliers qui subissent les conditions de travail insupportables ; Les hôpitaux sont aujourd'hui incapables de répondre à l'ensemble des besoins de soins de la population. Cet hiver dans les urgences de mon établissement 3 patients sont morts à l'accueil sans avoir eu accès à un médecin. Des patients attendent parfois plus de 10 jours dans les couloirs des urgences qu'un lit se libère en psychiatrie. Un jeune de 23 ans a passé 20 jours contentionné dans un lit des urgences. Aucun hospitalier n'accepte cette situation. En juin, les hospitaliers du CH Laval avec leurs syndicats et plus particulièrement nos camarades du syndicat FO ont mis en échec le projet de suppression de 100 postes. Ils ont occupé leur

établissement, avec le soutien de la population, ils ont contraint le ministre à se déplacer. Ils ont réussi à empêcher ces suppressions. En septembre, à l'appel des unions départementales et GD des 5 départements des Pays de la Loire, nous étions 2 000 à manifester vers l'ARS pour exiger la fin des plans d'économies, pour des bras et des lits. La confédération était présente. Le 19 janvier, les collègues des urgences ont décidé de la grève avec FO pour exiger des lits pour les patients, la création de postes. La grève a permis d'obtenir des moyens supplémentaires. Les soignants comme tous les salariés, sont prêts à défendre les revendications quand elles sont claires et partagées. Mes camarades, nous ne pouvons accepter ces coupes budgétaires qui conduisent à la barbarie. Nous ne pouvons accepter que les hôpitaux soient mis au pas de l'austérité quand dans le même temps, ce sont des milliards qui sont injectés dans l'armement. Mes camarades, je porte une proposition au congrès : que la confédération engage une campagne pour que ces milliards pour la guerre soient réinjectés dans les services publics, dans la santé, dans la sécurité sociale. C'est le rôle et la place de notre organisation syndicale libre et indépendante attachée à la sécurité sociale et au progrès social de prendre une initiative d'ampleur en ce sens qui par ailleurs permettrait de mettre notre organisation en avant y compris dans le cadre des élections professionnelles à venir. Plus que jamais : Des bras, des lits, de l'argent pour l'hôpital pas pour les Rafale.»

Armelle CHAMPAGNE pour FO Santé Privée 49 :

«Camarades, les revendications de la santé privée du Maine-et-Loire ne changent pas. Mais elles sont aujourd'hui encore plus urgentes. Nous ne nous satisfai-

CONGRÈS CONFÉDÉRAL

sons pas de la suspension de la réforme des retraites, nous continuons d'exiger son abrogation !

Nous serons également fermement opposés à toute tentative de mise en place de retraite par points. Et pendant qu'on nous parle de restrictions, le gouvernement, lui, fait le choix d'un budget de guerre plutôt que d'un budget pour soigner et éduquer.



C'est donc NON aux politiques d'austérité qui nous appauvrissent !

Les salariés subissent les mêmes logiques, contraintes, et conséquences. Cette réalité s'est encore accentuée avec la hausse des prix des carburants récemment. Depuis 2022, nous subissons l'inflation sans voir le moindre euro supplémentaire pour améliorer notre pouvoir d'achat, et voilà que la situation s'aggrave à nouveau. Notre revendication première reste donc l'augmentation générale des salaires. Et qu'on soit clair : Nous n'attendons rien de la conférence sociale organisée par le gouvernement. Cette mascarade n'est qu'une manœuvre politique à l'approche des échéances présidentielles. Rien n'avance.

La résolution du congrès de Rouen disait déjà : « Le Congrès s'oppose à l'augmentation du prix de l'énergie (électricité, gaz, essence...) et revendique le retour aux monopoles publics d'État de l'énergie et des transports. L'augmentation du prix de l'énergie, du gaz et de l'essence vont continuer d'affecter les moyens des travailleurs... Le Congrès revendique l'augmentation générale

des salaires, des pensions, des allocations et minima sociaux. » Et pourtant, dans la santé privée, pas d'augmentation de salaire.

Rien n'avance. Rien ne bouge, l'heure est pourtant à la mobilisation mes camarades ! Alors pas n'importe comment, pas avec des journées saute-moutons, l'expérience nous a montré qu'elles sont inutiles. Nous sommes convaincus que c'est en bloquant cette économie qui engraisse les plus riches que nous pouvons gagner. Ils ne nous feront pas taire ! Nous refusons de nous voir muselés et nous défendons notre liberté d'expression. Pas d'argent pour les armes ! Camarades, Nous avons besoin de cohérence, de lisibilité. Nous avons besoin d'un discours confédéral en phase avec le terrain. Pas en décalage, ni en retrait, mais en appui. Parce que notre force, ce n'est pas d'accompagner cette politique, c'est de la combattre quand elle détruit les droits des salariés. Le message que je porte aujourd'hui est simple : écoutons le terrain, appuyons-nous sur ce qui fonctionne, et portons clairement nos revendications.»

Xavier REDON pour FO ville d'Angers, ALM CCAS:



«Frédéric, j'ai lu avec attention ton éditorial du 18 mars dernier. Tu y rappelles, avec juste raison, notre devise historique : « Pain, Paix, Liberté ». Tu y dénonces l'escalade guerrière en Iran et au Liban, ces frappes du 28 février qui ne font qu'ajouter de l'horreur à une liste déjà trop longue. Tu y décris des hôpitaux détruits, des

populations civiles broyées et des centaines de milliers de déplacés. Tu l'avais déjà souligné en avril 2025 à propos de l'Ukraine et de Gaza, qui s'est traduit, à mon sens, par un génocide pour ce dernier !...

C'est un constat lucide. Mais, mes camarades, depuis quand le syndicalisme se contente-t-il de faire des constats ? Depuis quand notre indépendance se limite-t-elle à un édito, aussi bien écrit soit-il ?

Malgré tout, établir un lien ? Quel lien ? Celui de constater que la guerre là-bas sert surtout de prétexte pour nous imposer l'austérité ici, pendant que l'on nous explique que la justice sociale attendra bien la fin de l'escalade militaire ! On nous parle de droit international et des conséquences sur l'emploi dues à la spéculation sur le pétrole. Très bien.

C'est là que le cynisme est total. On nous sature les oreilles avec la « dette » et les « efforts nécessaires ». On ferme des lits à l'hôpital, on supprime des postes dans l'éducation, on laisse nos services publics crever à petit feu. Mais dès qu'il s'agit de financer la machine de guerre, les milliards surgissent du néant, sans débat réel ! Soudain, l'argent n'est plus un problème. On finance à foison les stocks d'obus, Mais l'indice, lui, reste sur le trottoir à attendre le bus ou le TER !

D'ailleurs merci les camarades du public, pour avoir refusé de monter dans ce TER (Travail, Emploi, Retraite), c'est éviter de s'asseoir dans un wagon sans conducteur, lancé à pleine vitesse vers un terminus bien connu : la casse sociale. Ce train, décoré de banderoles « dialogue » et « concertation », n'est qu'un express présidentiel, où chaque arrêt est une promesse creuse et chaque annonce un coup de frein sur les acquis.

Alors aujourd'hui on finance la destruction au loin, pendant que l'on organise la pénurie de notre modèle social ici.

CONGRÈS CONFÉDÉRAL

Frédéric, tu écris que « l'escalade ne sert personne » (si un peu ceux qui vendent la poudre) et qu'elle « attise les tensions sociales ». C'est vrai.

Mais face à cette menace, la réponse de notre confédération ne peut pas être une simple réaction de papier. La Charte d'Amiens nous commande l'indépendance. Mais l'indépendance, ce n'est pas rester neutre quand on démantèle nos droits au nom d'un réarmement qui nous dépasse. Si nos semblables ne sont pas encore envoyés au front, notre contrat social, lui, est déjà en première ligne, sacrifié sur l'autel d'une économie qui préfère la poudre au pain.

•Nous devons dénoncer ce transfert massif des richesses du social vers le militaire.

•Nous devons exiger l'arrêt immédiat des opérations militaires, non par simple diplomatie, mais par solidarité ouvrière.

•Il nous faut des actes : des rassemblements, des manifestations, une mobilisation visible !

On a justement une belle occasion mes camarades !

Faisons du 1er mai le point de rupture contre cette économie de guerre qui nous prive de nos droits et de notre avenir. Reprenons la rue pour exiger que l'argent serve au pain et à la paix, pas à la guerre !

À Angers, au CCAS comme à l'Agglomération, le syndicalisme de proximité n'est pas un slogan : c'est notre ADN. « Celui qui ne sait pas d'où il vient ne peut savoir où il va. »

Depuis 2022, Force Ouvrière s'est mobilisée sans relâche pour répondre à l'urgence absolue des agents : le pouvoir d'achat.

Tout a commencé sur le terrain en 2022, avec la détermination des 15 ASVP d'Angers. Portés par FO, ils ont exigé une hausse de l'IFSE (prime travail). Pour gagner, nous avons refusé l'isolement : réunions d'information, service par service, pour fédérer et unir.

Et ça a payé !

•400 agents rassemblés toutes catégories confondues sous les fenêtres de Christophe Béchu :

1.+30 € nets mensuels pour toute la catégorie C.

2.Revalorisation des chèques-déjeuner : de 6 € à 7,50 €, avec une participation employeur portée à 60 %.

Enfin, suite aux crues survenues à Angers du 13 février au 8 mars dernier, la forte mobilisation des agents pour maintenir le service public a été saluée. À la suite d'une demande par courrier, nous avons obtenu le versement d'une prime exceptionnelle allant de 100 à 150 euros.

Cette dynamique a dépassé les frontières d'Angers et ceux accompagnés principalement par FO :

•À l'Agglomération : +60 € mensuels pour les conducteurs d'engins de curage, avec effet rétroactif de 11 mois.

•À Saint-Barthélemy-d'Anjou : +40 € mensuels sur l'IFSE pour 180 agents, grâce à la grève.

•À Loire-Authion, grâce à 80 agents en grève d'une journée : ils obtiennent une prime annuelle de 500 € pour 230 agents

Mes camarades, ne laissons pas « l'Union Sacrée » étouffer nos revendications. Il n'y a pas d'autre issue que la satisfaction de toutes nos revendications : notre indépendance, c'est nos revendications !

•Abrogation de la réforme des retraites,

•Stop à la politique austéritaire,

•Arrêt immédiat de toutes les contre-réformes en cours,

•Augmentation immédiate des salaires et des pensions !

•Revalorisation immédiate de 10 % du point d'indice ET Indexation sur l'inflation

•Refonte des grilles indiciaires

•Suppression du jour de carence et maintien de la rémunération à

100% en cas d'arrêt maladie !

Vive la confédération FO, et vive la CGT-FO !»

Elodie PAPIN pour le SDAS 49



« Ce mandat, camarades, est né de la colère et de la nécessité auxquelles nous sommes confrontés chaque jour face aux plus démunis, face à la voix du terrain, la voix des travailleurs, des retraités et de la jeunesse pour ne citer qu'eux.

Alors je vais aller droit au but : l'économie de guerre ne doit pas être le sacrifice de notre modèle social et c'est en cela que doit s'orienter nos principales préoccupations.

Nous nous inscrivons dans l'héritage de celles et ceux qui ont toujours refusé de céder aux logiques de guerre.

Comment accepter que l'on débloque sans sourciller 413 milliards d'euros pour la Loi de Programmation Militaire, alors qu'on impose de facto l'affaiblissement drastique: des services publics, du secteur médico-social de la protection de l'enfance de l'insertion de la branche d'aide à domicile, pour ne citer qu'eux.

Pas un centime, pas une arme, pas une vie pour la guerre mes camarades !

Elles ne servent pas les travailleurs ! Comme le rappelait Anatole France dans le journal de l'humanité de 1922: " on croit mourir pour la patrie, on meurt pour les industriels.

Non à l'embrigadement de la jeunesse qui doit rester libre de ses

CONGRÈS CONFÉDÉRAL

choix et de son avenir professionnel.

Aujourd'hui, se sont bel et bien ces personnes qui paient le prix fort avec l'explosion du carburant, de l'énergie et de l'inflation notamment à cause des conflits au Moyen-Orient. C'est pourquoi notre syndicat revendique clairement le blocage immédiat des prix à 1,50 €.

Et justement camarade, le mandat que je porte, c'est celui également des aides à domicile de l'entreprise Bien dans sa maison, qui se sont mises en grève pendant 3 jours dans notre département pour les agences de Cholet et de Saint Macaire en Mauges parce qu'elles paient pour avoir le droit d'aller travailler ! Inadmissible !

C'est ces hommes et femmes qui prennent soin de nos aînés. Ils utilisent leurs voitures personnelles. Ces salariés sont en souffrance aujourd'hui, le comble c'est que les frais de stationnement sont aussi à leur charge ...

Leur direction, leur a dit je cite : "qu'ils devaient mieux gérer leur argent et qu'ils n'avaient pas de baguette magique". Face à ce mépris, les salariés ont décidé d'installer le rapport de force.

L'UD du 49 ainsi que notre syndicat non pas hésité à apporter aide et soutien par le biais d'un communiqué mais également lors d'un rendez-vous avec le préfet du Maine-et-Loire sur les revendications suivantes :

Une revalorisation immédiate des indemnités kilométriques

Augmentation générale des salaires

Parce que ce qui se passe dans l'entreprise Bien dans sa maison, mes camarades d'autres salariés le vivent actuellement.

Ce mandat, c'est aussi celui de la défense inconditionnelle de nos structures et des droits des femmes. Quand le Conseil Régional coupe 100 % des subventions au Planning Familial, c'est une attaque frontale contre la liberté et la prévention. Nous ne laisserons

pas les décideurs locaux sacrifier nos secteurs sur l'autel de leur rigueur budgétaire ! »

Les financeurs de nos secteurs d'activité, que ce soit l'État via les agences régionales de santé, les directions départementales, les conseils départementaux, n'ont de cesse de réduire les budgets de toutes les structures qui maillent le territoire.

Dans le Maine-et-Loire cela représentait plus de 50 millions d'euros de coupes budgétaires en 2025 avec forcément des conséquences

- Fin des heures de vacation dans les PMI pour les psychologues et psychomotriciennes, qui je le rappelle sont des éléments essentiels dans le développement de l'enfant et l'accompagnement à la parentalité.
- Des fermetures de structures historiques
- Des licenciements
- Pas de remplacements lors d'un départ en retraite d'un salarié
- L'intensification et la surcharge de travail qui développent insidieusement l'épuisement professionnel.

Car leur mot d'ordre est simple : faire de plus en plus avec de moins en moins !

Sur le front de notre branche, la ligne de la fédération nationale de l'action sociale est notre muraille. Le projet de Convention Collective Unique Étendue (CCUE) n'est pas une modernisation, c'est un démantèlement pur et simple. Le patronat veut briser nos CCN 66 et 51 pour nous imposer une classification aux compétences, à la tête du client, effaçant d'un trait de plume nos diplômes et notre ancienneté.

Camarades, ne nous laissons pas séduire par le chant des sirènes du « moindre mal ».

Nous exigeons le Ségur pour tous - Vraiment pour tous ! c'est-à-dire pour les personnels administratifs et techniques inclus pour ne citer qu'eux, comme préalable

non négociable à toute discussion.

Les attaques pleuvent, les constats sont sans appel. Il nous faut y répondre, il nous faut y répondre par l'action.

Nous devons nous inscrire dans la résistance sans incantations douces et stériles mais avec des actions et des mobilisations sérieuses car on ne doit plus mendier nos droits ! Il est de notre devoir de garder notre indépendance sans se vautrer dans le conformisme. Alors préparons la riposte, organisons la grève.

Pour les salaires, pour nos conventions !

Laure CHEBARDY pour le SPASEN FO 49



« Mes camarades, à l'Éducation Nationale (EN) les personnels administratifs sont attachés à la réussite des élèves et souhaitent qu'ils deviennent des citoyens libres et indépendants capables de réfléchir et penser par eux mêmes !

Au SPASEEN FO nous disons de l'argent pour l'éducation pas pour les porte-avions ! ...

Mes camarades, à l'image de l'ensemble des salariés de ce pays, les difficultés sont légion pour les personnels :

- Gel du point d'indice associé à un régime indemnitaire injuste, inégalitaire et arbitraire,
- Perte de pouvoir d'achat,
- Jour de carence et traitement à 90 % en cas d'arrêt maladie,
- PSC obligatoire,
- Pour les personnels contractuels,

CONGRÈS CONFÉDÉRAL



déjà précaires, les nouveaux calculs de l'assurance chômage sont d'autant plus pénalisants. A ce titre nous regrettons la signature de la confédération !

- Suppressions de poste et surcharge de travail,
- Mutualisation des missions et des outils de travail (comme les logiciels RenoIRH et OPALE), imposés à marche forcée, sans ou presque pas de formation !
- Double tutelle de l'Etat et des collectivités pour les personnels affectés dans les collèges et les lycées,
- Menace de décentralisations pour ces mêmes personnels, à l'image des TOS il y a 20 ans !
- Perte de sens et burn out

-Les personnels administratifs de l'EN craquent et tentent de quitter l'EN par tous les moyens : détachements, ruptures conventionnelles et même démissions !

Face à cela, nous ne baissons pas les bras au SPASEEN FO et pied à pied nous ne lâchons rien ! Localement nous obtenons des petites et grandes victoires pour nos adhérents et nationalement nous sommes de toutes les batailles professionnelles, comme interprofessionnelles.

C'est pour cela que nous devons combattre toute proposition de loi visant à durcir encore les

conditions d'accès à l'arrêt maladie des salariés de ce pays ! Toutes ces lois ou propositions de loi qui sanctionnent et accusent les salariés de tous les maux !

Nous disons NON ! c'est bien le système capitaliste qui exploite les salariés et les rend malades ! ...

Au regard de la situation nationale et internationale, ce mandat nous oblige à être d'autant plus revendicatifs et combatifs, à être d'autant plus fédérés et confédérés mes camarades !

Car défendre les intérêts matériels financiers et moraux de la classe ouvrière c'est :

- Revendiquer encore et toujours l'abrogation de la réforme des retraites ;
- C'est dire NON à toute loi ou projet de loi comme la proposition YADAN attaquant directement les libertés d'expression, les libertés individuelles et collectives et l'existence même des syndicats !
- C'est dire NON à la destruction des services publics,
- C'est dire NON à la PSC, NON à la réforme de l'assurance chômage, NON à la destruction de la sécurité sociale !
- C'est dire NON à l'austérité programmée ! NON à l'économie de guerre !
- C'est dire NON au capitalisme !
- C'est dire NON à la guerre ! Toutes

les guerres contraires aux intérêts de la classe ouvrière !

Défendre les intérêts matériels financiers et moraux de la classe ouvrière, c'est, dans le respect de la charte d'AMIENS et en toute liberté et indépendance proclamer:

PAIN, PAIX, LIBERTÉ !»

Mes camarades, nous sommes, et devons rester, le syndicat de la fiche de paye. C'est pourquoi nous devons ressortir de ce congrès avec des résolutions claires et revendicatives !

Frédéric NEAU pour le Syndicat des Organismes Sociaux 49



La LFSS 2026, c'est moins 4 milliards pour les dépenses de santé.

En son coeur, la volonté constante des gouvernements Macron d'en finir rapidement avec la Sécu.

C'est le cas bien-sûr dans la Branche Maladie.

Mais cette offensive est commune à toutes les branches.

La Convention d'Objectifs et de Gestion Famille 2023-2027, votée par Force Ouvrière au Conseil d'Administration de la CNAF, certes, ne prévoyait pas de suppressions de postes.

Mais c'était la COG de la solidarité à la source qui justifie dans les caisses la réduction des accueils, et si de premières embauches ont eu lieu pour permettre de préparer cette réforme ce sont maintenant une certaine d'emplois qui vont être supprimés dans les CAF d'ici 2027.

Et les suppressions de postes se-

CONGRÈS CONFÉDÉRAL

ront d'autant plus importantes si le projet d'Allocation Sociale Unique voit le jour ! L'ASU, en plus de diminuer les droits de millions d'allocataires, permettra de « réaliser des économies de gestion ». Et l'instrument pour cela, ce sera la prochaine COG.

Parce que les COG, comme les LFSS, s'opposent par nature aux principes et au fonctionnement de la Sécu. C'est bien la raison pour laquelle, la résolution protection sociale de notre dernier congrès confédéral en revendique la suppression, comme elle revendique la suppression de l'ONDAM et l'abrogation des ordonnances Juppé ! Il est nécessaire dans ce congrès que nous réaffirmions ces revendications. Tout comme nous réaffirmons celle de l'abrogation de la réforme des retraites !

S'attaquer aux plus précaires, aux familles, aux jeunes, aux étrangers... Voilà le contenu de leur politique.

Voilà les principes qu'ils appliquent à toute la Sécu !

Les revendications des agents quant à elles sont méprisées, le gouvernement faisant en particulier obstacle à toute augmentation de la valeur du point, pour tant d'une urgence absolue.

Ces collègues, chez qui monte la colère et qui veulent pouvoir s'appuyer sur les organisations syndicales pour gagner.

FO, avec ses militants répond présent, camarades.

Cela a par exemple été le cas fin 2024, quand la plateforme téléphonique régionale de la CPAM du 49 s'est mise en grève reconductible, les agents se réunissant tous les jours en AG avec Force Ouvrière et finissant par obtenir une mesure salariale avec effet rétroactif sur un an.

C'est le cas quand nous aidons à la mobilisation des Travailleurs Sociaux de la Sécurité Sociale, en particulier pour l'obtention du Ségur.

C'est le cas partout où nous le

pouvons dans les caisses.

Nous le savons, il nous faut dans nos instances et avec les collègues, continuer de discuter du rapport de force que nous avons à bâtir pour gagner.

C'est le sens de la pétition nationale qui a été lancée par la Section Fédérale des Organismes Sociaux à destination de l'Ucanss et autour de laquelle nos syndicats se déploient aujourd'hui auprès des collègues. Il s'agit de dire que les agents de la Sécurité Sociale ne paieront pas la note de la guerre ! Il s'agit d'exiger que des mesures urgentes soient prises pour faire face à l'explosion des prix des carburants et de l'alimentation ! Il s'agit aussi d'organiser la bagarre camarades ! Plus de 2500 collègues ont déjà signé cette pétition.

Oui, FO est l'outil des collègues et de leurs revendications. Et, ce qui est en rapport direct, Force Ouvrière défend la Sécu. Pas les exonérations et la fiscalisation de son financement, pas les Loi de Financement et les COG. Mais la Sécurité Sociale qui nous appartient fondée sur le salaire différé, conçue pour la satisfaction des besoins des assurés ! C'est ce que nous devons continuer à affirmer !

Les collègues de la Sécu ne se trompent pas sur ce que nous sommes.

C'est bien la raison pour laquelle FO, avec le dernier cycle de la représentativité, est désormais passée première organisation syndicale à la Sécurité Sociale !

C'est bien la raison pour laquelle aussi, nous enregistrons actuellement d'excellents résultats dans les élections de représentants du personnel dans les Conseils et les Conseils d'Administration des organismes de sécu.

Tout cela est le fruit de nos orientations et du travail effectué par les militants sur le terrain camarades. Et c'est par le terrain que nous gagnerons !»

Suite aux 243 prises de parole, les résolutions ont été largement amendées puis votées à la grande majorité.

La résolution générale réaffirme notre attachement à la Charte d'Amiens et indique :

« Le Congrès refuse l'augmentation sans fin des dépenses militaires au détriment du service public et incompatible avec la satisfaction des revendications. Il exige le cessez-le-feu partout dans le monde, en particulier en Ukraine, en Iran, au Liban, ainsi que l'arrêt des massacres en Palestine. La Congrès appelle ses syndicats à prendre toutes les initiatives nécessaires pour empêcher la guerre. ».

Nos revendications sont réaffirmées dont notamment le retour à la Sécurité Sociale de 1945, l'augmentation des salaires et des pensions, le maintien de notre exigence d'abrogation de la réforme des retraites associé à notre refus de tout régime de retraite par points ou par capitalisation, ...

Les camarades, Frédéric SOUILLOT, candidat au Secrétariat général et Patrick PRIVAT, trésorier confédéral, ont été réélus pour le prochain mandat de 4 ans au sein d'un bureau confédéral légalement renouvelé.

La Commission exécutive confédérale (CEC) a également été élue par le CCN.

Elle a intégré parmi ses 35 membres la candidature de Magali Lardeux proposée par la Commission administrative de notre Union départementale.

Vous trouverez la liste des camarades élus au bureau confédéral ainsi qu'à la CEC aux pages suivantes.

CONGRÈS CONFÉDÉRAL

COMPOSITION DU BUREAU CONFÉDÉRAL

Secrétaire général

- Frédéric SOUILLOT

Trésorier confédéral

- Patrick PRIVAT

Membres du bureau confédéral

- Yanis AUBERT
- Rachèle BARRION
- Laure BEYRET
- Patricia DREVON
- Eric GAUTRON
- Pascal LAGRUE
- Cyrille LAMA
- Franck MARY-MONTLAUR
- Séverine PRIVAT
- Branislav RUGANI

COMPOSITION DE LA COMMISSION EXÉCUTIVE

Membres de la Commission exécutive (par ordre alphabétique)

- Myriam BARNEL (UD 83)
- Emmanuel BAUDIN (FAGE)
- Philippe BEAUFORT (UD 38)
- Franck BERGAMINI (UD FO 13)
- Christine BESSEYRE (FO COM)
- Xavier BOISTON (UD 69)
- Sébastien BUSIRIS (FEC FO)
- Patrice CLOS (FD Transports)
- Vincent DELAUGE (UD 43)
- Audrey DUJARDIN (UD 59)
- Marlène FERNANDEZ (UD 33)
- Florent GARCIA (UD 36)
- Gabriel GAUDY (UD FO 75)
- Christian GROLIER (FGF)
- Franck HAUSNER (UD FO 06)
- Grégory JORON (Un1té.MI)
- Pascaline KERHOAS (FD finances)
- Jean-Baptiste KONIECZNY (UD FO 62)
- Magali LARDEUX (UD 49)
- Sébastien LARDEUX (UD 53)
- Michel LE ROC'H (UD FO 44)
- Valéry MICHEL (FO Défense)
- Jérôme NIGRIS (UD 12)
- Patrice PAULY (UD 31)
- Arnaud PICHOT (UD FO 26/07)
- Clément POULLET (FNEC FP)
- Stéphane RENAUD (UD 74)
- Laurent RESCANIERES (FGTA)
- Valentin RODRIGUEZ (FO métaux)
- Patrice SACQUEPEE (FO Livre)
- Catherine SAVOLON (UD 17)
- Franck SERRA (FD Bâtiment)
- Sylvie SZEFEROWICZ (UD FO 51)
- François TRINQUET (UD FO 92)
- Sylvia VEITL (FO Pharmacie)

ACTUALITÉS



UNISON, le plus grand syndicat de Grande-Bretagne (1,4 millions d'adhérents) et des services publics d'Europe, appelle - comme bien d'autres syndicats* - au meeting contre la guerre.

La liste des signataires ne cesse de s'allonger (Le 21 mai, le Congrès de la CGT culture a adopté une motion y appelant à son tour...)

Depuis des mois, les budgets militaires explosent impactant les salariés dans tous les pays du monde ...Pas un centime, pas une arme, pas une vie, pour la guerre !

L'Union Départementale FO est partie prenante de cette coopération et se met à sa disposition pour retransmettre le meeting de Londres le 20 juin sur ANGERS.

SAMEDI 20 JUIIN 2026
13H
SALLE PELLOUTIER
BOURSE DU TRAVAIL D'ANGERS
(Diffusion en direct avec traduction)

***QUELQUES SYNDICATS SIGNATAIRES OU APPELANT À PARTICIPER AU MEETING DE LONDRES :**

Aslef West London Electric (Grande-Bretagne) ; Beds UNI Unisson (Grande-Bretagne); BFAWU (Grande-Bretagne) ; CGT Amadeus (France) ; Crewe and District Trades Council (Grande-Bretagne) ; Devon NEU (Grande-Bretagne) ; Doncaster NEU (Grande-Bretagne) ; Goldsmiths UCU (Grande-Bretagne) ; Greater Manchester Transport Unisson (Grande-Bretagne) ; Hounslow NEU (Grande-Bretagne) ; Lambeth Pensioners Action Group (Grande-Bretagne) ; Luton TUC (Grande-Bretagne) ; NASUWT Manchester Association (Grande-Bretagne) ; NEU (Grande-Bretagne) ; PCS (Grande-Bretagne) ; Penen – Syndicat panhellénique des marins de la marine marchande (Grèce) ; Portsmouth Trades Council (Grande-Bretagne) ; RMT (Grande-Bretagne) ; section fédérale CGT-FO des OSDD (France) ; section syndicale CGT Finances Publiques du Var (France) ; Slough Trade Council (Grande-Bretagne) ; SUD PTT Seine-Saint-Denis (France) ; syndicat CGT-FO des personnels territoriaux du Maine-et-Loire (France) ; syndicat CGT-FO des salariés des professions de l'assurance et de l'assistance, Hauts-de-Seine (France) ; TSSA (Grande-Bretagne) ; UCU Branch for the University of Glasgow (Grande-Bretagne) ; UCU Yorkshire and Humber Retired Members (Grande-Bretagne) ; Union Locale CGT Toulon (France) ; Union nationale CGT-FO des syndicats de la santé privée (France) ; Union Pirate Rennes (France) ; Unison Pennine Care Health Branch (Grande-Bretagne) ; Unite LE/7055E Road Haulage and logistics Branch (Grande-Bretagne) ; Unite NW Services Branch 70209 (Grande-Bretagne) ; Unite Retired Members Branch LE/RM011 (Grande-Bretagne) ; York College UCU (Grande-Bretagne) ...



INTERNATIONAL

Soutien aux travailleurs du Liban

Le 17 Mars dernier nous adressions à la FENASOL (Union Nationale des Syndicats des Ouvriers et Employés au Liban) un courrier de soutien suite à un communiqué du 10 mars ou nos camarades dénonçaient les crimes contre l'humanité subis par les Libanais .

«L'Union Départementale FO de Maine-et-Loire a pris connaissance de votre déclaration du 10 mars 2026 décrivant les crimes contre l'humanité commis contre les civils, femmes et enfants libanais, la destruction des moyens de logement et de subsistance des travailleurs.»

Notre Union Départementale condamne fermement l'agression sioniste contre le Liban, tout comme elle condamne le génocide à Gaza et l'agression par l'administration Trump et le gouvernement Netanyahu sur l'Iran.

Elle salue l'action concrète de votre fédération syndicale pour soutenir les travailleurs qui se retrouvent brutalement sans abri, sans travail, sans protection sociale. Votre interpellation du mouvement syndical mondial est légitime : la solidarité internationale est une nécessité et une urgence...

L'Union Départementale FO du Maine-et-Loire s'inscrit d'ailleurs dans la coalition internationale contre la guerre qui grandit. Nous organisons la montée d'une centaine de militants à Nantes pour

renforcer les liens avec « Stop the War » et les syndicalistes britanniques le 1er avril. Nous serons à Londres le 20 juin 2026 : outre le fait que la barbarie qui s'abat sur vous, peut s'abattre sur nous demain, comme les syndicalistes des autres pays du monde, nous nous opposons à toute volonté de notre gouvernement de participer et s'enfoncer dans la guerre, de fléchir l'argent vers l'armement pour semer la mort plutôt que vers les besoins de la population.

Les travailleurs du monde sont liés par les mêmes intérêts.

Vous pouvez compter sur notre soutien. PAIN – PAIX – LIBERTÉ !»

Le 12 Mai nous avons reçu une réponse de leur part :

«Chère Camarade Magali Lardeux,

Chers camarades de l'Union Départementale FO du Maine-et-Loire,

Nous avons bien reçu votre lettre de solidarité du 17 mars 2026 et nous vous remercions profondément pour votre soutien fraternel et votre position claire en faveur de la paix, de la justice et des droits des peuples.

Dans les circonstances dramatiques que traverse le Liban, alors que les travailleurs, les familles populaires, les femmes et les enfants subissent les conséquences des bombardements, des déplacements forcés et de la destruction des moyens de subsistance, votre message représente un vé-

ritable soutien moral et militant pour notre organisation et pour les travailleurs du Liban.

Nous saluons également votre mobilisation concrète, l'initiative intersyndicale engagée à Angers ainsi que votre participation aux actions internationales contre la guerre, les bombardements et l'escalade militaire dans la région. La solidarité internationale entre travailleurs et organisations syndicales demeure aujourd'hui plus nécessaire que jamais face aux politiques de guerre, de destruction et de militarisation.

Nous partageons pleinement votre conviction que les travailleurs du monde entier ont des intérêts communs et que les ressources doivent être consacrées aux droits sociaux, à la protection sociale, au travail décent, à la santé, à l'éducation et à la paix, plutôt qu'aux armes et aux conflits.

Au nom de la FENASOL, nous vous remercions sincèrement pour votre engagement et votre solidarité active. Nous ne manquerons pas de rester en contact avec vous concernant les besoins urgents des travailleurs et des familles affectées.

PAIN – PAIX – LIBERTÉ !

Fraternellement,

Castro Abdallah

Président de la FENASOL

Union Nationale des Syndicats des Ouvriers et Employés au Liban – FENASOL

1er mai 2026

Nous étions près de 2500 en Maine-et-Loire à manifester pour le 1er Mai 2026, journée internationale des droits des travailleurs. Les Camarades ont répondu présents !

Nous manifestions sur nos mots d'ordre notamment contre la guerre, pour nos services publics et notre Sécurité sociale de 45, pour le blocage urgent du prix du carburant, l'augmentation générale des salaires et des pensions,

et l'abrogation de la réforme de retraites !

La prise de parole du l'UD (dont vous trouverez des extraits ci après), clarifiant notre positionnement par rapport à la CFDT qui se dit «pour la paix» ... mais aussi

ACTUALITÉS

pour l'augmentation des budgets militaires et qui négocie une retraite par points au sein de la conférence emploi retraites avec le gouvernement ...

Notre intervention a été très applaudie, y compris dans les sous-préfectures (Cholet, Saumur ...).

«8 millions d'Américains, 500 000 Anglais, 300 000 Italiens mobilisés lors du No King's Day pour dire « Stop the war » : Bien sûr, les peuples veulent LA PAIX! Ce sont les GOUVERNEMENTS qui décident LA GUERRE ! Et ceux qui prétendent qu'il faut « préparer la guerre pour avoir la paix », qu'il serait normal d'augmenter les budgets militaires ou qui ne veulent pas les dénoncer, sont les alliés objectifs de la marche à la guerre et de ces gouvernements! Il y a un lien IMMEDIAT entre la guerre et les conditions de vie des salariés, à commencer par la flambée du carburant !

Pendant que TOTAL augmente de 51% les bénéfices pour ses actionnaires, les salariés sont pris à la gorge : ils paient pour aller travailler ! Il y a un lien entre les dépenses militaires au profit des industriels de l'armement, et les dizaines de milliards retirés à nos services publics par Macron et Le-cornu !

Le projet d'actualisation de la Loi de Programmation Militaire, prévoit une rallonge de 36 milliards d'euros pour les armées ! Dans le même temps, le gouvernement

veut retirer 6 milliards de plus dans le budget de l'État et de la Sécu !

36 milliards !? En plus des 413 milliards d'ici 2030 et du porte-avion à 12 milliards ?

6 milliards de moins alors que les économies sur le dos de nos hôpitaux font déjà des morts dont 3 morts évitables à l'accueil du CHU d'ANGERS ? Quand les économies dans l'Éducation nationale se traduisent par 46 fermetures de classes en Maine-et-Loire, 4000 au niveau national ?

C'est avec une violence inouïe que le gouvernement attaque notre sécurité Sociale de 45, tape sur nos services publics, nos droits et nos libertés démocratiques et syndicales, y compris sur le 1er mai, jour où des grévistes et des syndicalistes il y a 140 ans ont laissé LEURS VIES pour la journée de 8 heures !

Dans cette situation historique, le rôle des syndicats est de s'opposer clairement à l'augmentation des dépenses militaires incompatibles avec la satisfaction des revendications !...

Le reste serait trahison ! Le rôle des syndicats est d'être aux côtés de tous ceux qui se mobilisent, (...)

Ils décident de l'action efficace et n'ont aucune illusion sur les journées d'action saute-moutons !

Non, nous n'acceptons pas de perdre nos enfants comme l'a préconisé le Général Mandon !

Nous n'acceptons pas que les



Généralux entrent dans les universités, que les classes-défense se multiplient, qu'on oriente la jeunesse au chômage vers les métiers de l'armement à France Travail ou dans Parcoursup !

Et nous n'acceptons pas plus, que les enfants palestiniens ou Libanais soient massacrés avec les armes et la complicité du gouvernement français ! Nous ne nous taisons pas quand se déroule un GENOCIDE !

Nous soutenons tous ceux à travers le monde qui subissent les conséquences de la guerre des gouvernements contre leurs conquêtes sociales, leurs droits et leur vie même !

Car nous sommes internationalistes : pas de division des travailleurs !

C'est pourquoi l'Union départementale FO est engagée avec des syndicats du monde entier dans la coopération internationale contre la guerre et qu'elle sera au meeting international de Londres le 20 juin prochain !

BLOCAGE DES PRIX DU CARBURANT A 1.50 !

ABROGATION DE LA REFORME DES RETRAITES !

AUGMENTATION GENERALE DES SALAIRES ET DES PENSIONS !

RESTAURATION DE NOS SERVICES PUBLICS !

RETOUR A NOTRE SECU DE 45 !

DES BRAS, DES LITS POUR L'HÔPITAL, PAS POUR LES RAFALE !

L'ARGENT POUR NOS SALAIRES, À BAS L'AUSTERITE ! À BAS LA GUERRE !



ACTUALITÉS

Direction de VYV : La dent dur contre les dentistes

Sourde oreille à leurs revendications...

L'affaire des prothèses dentaires chinoises qui secoue aujourd'hui le groupe VYV et dénoncée par notre section Force Ouvrière, révèle une dérive profonde du modèle mutualiste et des logiques financières qui prennent désormais le pas sur les missions de soin.

Depuis plusieurs mois, la direction de VYV3 Pays de la Loire impose aux chirurgiens-dentistes des objectifs d'achats de prothèses à l'étranger. Les documents disciplinaires adressés aux praticiens évoquent explicitement un « taux d'achat de prothèses » à respecter avec une part obligatoire réalisée auprès de laboratoires situés hors de France.

Plusieurs chirurgiens-dentistes dont des camarades Force Ouvrière ayant refusé cette logique ont été sanctionnés par des mises à pied disciplinaires. Leur faute ? Défendre leur indépendance professionnelle, leur déontologie et refuser qu'un choix thérapeutique soit dicté par des impératifs de rentabilité.

Car derrière cette politique se cache une réalité économique brutale : augmenter les marges en remplaçant progressivement les laboratoires français par des productions à bas coût importées de Chine.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Une prothèse fabriquée en Chine peut coûter plusieurs fois moins cher qu'une prothèse produite en France. Certains documents professionnels évoquent des coûts de fabrication autour de 15 à 50 euros pour des productions importées contre parfois plus de 100 à 300 euros pour des fabrications françaises selon les matériaux et techniques utilisées.

Pourtant, le remboursement de

la Sécurité sociale et des complémentaires santé reste identique pour le patient, quel que soit le pays de fabrication de la prothèse. Les économies réalisées ne profitent donc ni aux assurés sociaux ni aux patients. Elles servent essentiellement à augmenter les marges du groupe VYV et d'autre professionnel du secteur.

Autrement dit, ce sont les cotisations sociales des salariés qui financent indirectement une logique de dumping social mondial.

Cette situation est d'autant plus scandaleuse que les prothèses dentaires importées bénéficient d'un régime extrêmement favorable. Comme le rappellent les représentants de la profession des prothésistes dentaires, les importations sont exonérées de TVA et ne supportent aucune taxation douanière spécifique venant compenser les écarts sociaux, fiscaux et environnementaux avec la production française.

Le résultat est connu : destruction progressive des laboratoires de proximité, disparition du savoir-faire français, fragilisation de la souveraineté sanitaire et casse de l'emploi qualifié sur nos territoires.

En dix ans, près d'un quart des laboratoires artisanaux auraient disparu alors même que les dépenses nationales de prothèses dentaires continuent d'augmenter.

Cette logique est totalement incompatible avec les soi-disant valeurs affichées du groupe VYV qui fait parti de l'économie sociale et solidaire.

Comment prétendre défendre la solidarité tout en organisant une mise en concurrence mondiale fondée sur le moins-disant social ?

Comment parler de mutualisme quand les cotisations des salariés servent à financer des importa-

tions qui détruisent l'emploi local ?

Comment défendre l'accès aux soins tout en sanctionnant des praticiens qui défendent leur éthique professionnelle ?

Les conséquences sont déjà visibles dans les centres dentaires : souffrance au travail, équipes déstabilisées, arrêts maladie, rendez-vous annulés et inquiétudes grandissantes des assistantes dentaires quant à l'avenir de leurs emplois.

Face à cette situation, Force Ouvrière et la CFE-CGC ont décidé d'élever le rapport de force. Un rassemblement national est organisé le 25 juin à Paris devant le siège du groupe VYV afin d'exiger :

- la levée immédiate des mises à pied ;
- l'arrêt des sanctions disciplinaires ;
- la fin des quotas imposés ;
- le respect de la liberté thérapeutique des praticiens ;
- et la défense de l'emploi local et de la souveraineté sanitaire.

Cette mobilisation dépasse désormais le seul cadre des centres dentaires concernés. Elle pose une question fondamentale : voulons-nous encore d'un système de santé fondé sur la qualité des soins, les qualifications et l'éthique professionnelle, ou acceptons-nous une marchandisation du soin pilotée par des objectifs financiers ?

Force Ouvrière appelle l'ensemble des salariés, des professionnels de santé et des citoyens attachés à la défense de notre système de santé à soutenir cette mobilisation.

La santé n'est pas une marchandise.

Nos cotisations sociales ne doivent pas financer le dumping social mondial.

Anthony Kerdreux

EN DIRECT DES SYNDICATS

Grève à la clinique St Joseph

Le 4 mai 2026, les salariés de la clinique décidaient d'entrée en grève.

Dès le premier jour de grève, ils étaient 170 à s'engager dans une grève touchant tous les services de la clinique, 90 devant la clinique.

La direction n'avait pas pris la mesure de leur détermination ... Elle ne voulait pas les recevoir : ils ont envahi l'accueil.

Il y a finalement eu deux temps de négociations sur les revendications, mais des avancées insuffisantes.

Déterminés à obtenir du salaire, ils ont voté la reconduction de la grève pour le lendemain et jusqu'à satisfaction de leur revendications.

Mercredi 6 mai, après 3 jours de grève, un protocole d'accord de fin de conflit a pu être signé.

Les grévistes ont obtenu une augmentation du salaire de base pour tous et un complément pour les soignants (soit 55 à 80 euros bruts), une prime d'ancienneté revalorisée tous les 5 ans et une «prime carburant» (25 euros nets mensuels soit 300 euros nets/an).

Les négociations se sont passées sous pression de réquisitions signées par le Préfet, abusives, selon nous. L'Union Départementale mettra tout en œuvre pour que ces réquisitions, qui portent gravement atteinte au droit de grève, soient empêchées à l'avenir.

La négociation a été longue et très tendue, avec une direction capable de peu d'écoute et de considération pour son personnel, arc-boutée sur les intérêts de ses actionnaires.

Celle-ci n'a donc négocié cet accord que face à un rapport de force important : grève très suivie, reconduite, votes démocratiques,



grande solidarité, envahissement des locaux, manifestations ...

Lors de la CA de l'UD suivante la camarade Emilie, DS FO de la Clinique, qui ne pouvait être présente nous fait parvenir la contribution suivante:

«Chers camarades,

Je suis désolée de ne pas pouvoir être présente aujourd'hui parmi vous, mais il était important pour moi de vous adresser quelques mots après ce mouvement de grève qui a marqué notre clinique et, je pense, bien au-delà.

Cette victoire, nous la devons avant tout à la détermination incroyable des collègues. Pendant des semaines, malgré la fatigue, malgré les pressions, malgré les doutes parfois, ils n'ont rien lâché. Et cette force-là, elle ne s'improvise pas. Elle s'est construite.

Depuis le mois de février, nous avons préparé cette mobilisation avec sérieux et conviction. Deux assemblées générales ont permis de poser les bases, puis les groupes WhatsApp ont entretenu le lien, les échanges, la solidarité et surtout la confiance collective. Notre vraie force a été de provoquer un déclic dans la tête des collègues : comprendre qu'ils n'étaient pas seuls, qu'ils avaient le droit de dire stop, et qu'ensemble ils pouvaient relever la tête.

Car au-delà des salaires, même si cette question était essentielle, cette grève parlait aussi de dignité. Nous voulions dire que nous en avons assez d'être dénigrés, assez d'être toujours plus sollicités pendant qu'une direction continue de capi-

taliser davantage sans reconnaître l'engagement quotidien des salariés. Et aujourd'hui, nous pouvons être fiers. Fiers parce que cet accord n'a pas été offert. Il a été arraché. Arraché par l'unité, par le courage et par la solidarité.

Je veux aussi remercier très chaleureusement tous les camarades des différents secteurs qui sont venus chaque jour nous soutenir. Votre présence sur le piquet, vos passages parfois très tôt le matin, nous ont donné une force immense. Dans les moments difficiles, vous nous avez rappelé ce qu'est réellement le syndicalisme : ne jamais laisser des travailleurs seuls dans le combat. Et aujourd'hui, ce mouvement dépasse déjà notre clinique. Des établissements alentours, mais aussi d'autres cliniques du groupe dirigées par le même directeur, nous contactent pour comprendre comment nous avons réussi cette mobilisation.

Notre «secret», il est simple : c'est celui d'un CSE syndiqué, d'un syndicat présent sur le terrain, et surtout d'un syndicat qui a cru en ses collègues avant même qu'eux-mêmes y croient totalement.

Cette victoire montre une chose essentielle : quand les salariés prennent conscience de leur force collective, plus rien n'est impossible.

Merci à tous les camarades. Merci à Force Ouvrière. Et surtout, merci aux collègues qui ont osé relever la tête et écrire cette victoire ensemble».

Cette grève a, une fois de plus démontré, que le rapport de force paie ! La voie à suivre ...



CONSÉQUENCE DE LEURS GUERRES : LES PRIX EXPLOSENT !

**APRÈS LE CARBURANT ET LE GAZ, L'ALIMENTATION.
L'ARGENT POUR LES SALAIRES PAS POUR LA GUERRE !**

Au 1er juin, le SMIC augmente de 35 euros nets pour compenser 2.4% d'inflation (chiffres officiels), après l'augmentation du 1er janvier de 1,18%.

Et pour tous les salariés qui gagnent quelques euros de plus que le SMIC : rien ?

Et pour les fonctionnaires qui ont perdu 32% de pouvoir d'achat depuis 2000 : rien ?

Plus de 700 000 agents de la fonction publique sont rattrapés par le minimum légal !



AVANT ÇA DÉJÀ,
1/4 DES TRAVAILLEURS
FRANÇAIS ÉTAIENT
DÉJÀ À DÉCOUVERT
AU 15 DU MOIS,
PLUS DE 10 MILLIONS
SONT OFFICIELLEMENT
PAUVRES !

**+200€
NETS PAR MOIS
POUR TOUS !**



ALORS QUE...
LE CARBURANT
EST À PLUS DE
2 EUROS LE LITRE ?



LE GAZ A PRIS
15% AU 1^{ER} MAI ?

LA PERTE MENSUELLE
DE POUVOIR D'ACHAT
PEUT FACILEMENT
ATTEINDRE 200€
MENSUELS...

ÇA NE PEUT
PLUS DURER !

AUGMENTATION IMMÉDIATE DES SALAIRES !

OUVERTURE IMMÉDIATE

**DE NÉGOCIATIONS DANS TOUTES LES ENTREPRISES
ET DANS LA FONCTION PUBLIQUE !**

